

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine Dossier

N° 503 du 30.12.2009

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré a part

Nous refusons de maquiller la réalité du siège de Gaza.

1 Dossier

1-1 La CIA entraîne les tortionnaires de l'Autorité de Ramallah.

1-2 Test 'Pro-Israël' pour les membres du gouvernement US!!!

1-3 Marry Rizzo : Hamas: "ils ne sont pas mauvais, ils sont juste dessinés comme ça".

2 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

2-1 Après la terrible agression israélienne contre le peuple palestinien.

2-2 Baudoin Loos : Pendant ce temps, le supplice de Gaza continue.

2-3 Mahmoud al-Zahar : Le Hamas à Gaza : «Nous sommes l'autorité légale».

2-4 L'union nationale comme une nécessité de principe.

2-5 Interview du Professeur Haidar Eid, partisan de la solution de l'État unique en Palestine ...

2-6 Barghouti refuse l'exil.

2-7 Les Arabes sont chassés méthodiquement de Jérusalem.

2-8 Véronique Bontemps : J'ai été expulsée d'Israël parce que mariée à un Palestinien.

2-9 Leila Mazboudi : Le convoi "vive la Palestine" attend toujours le feu vert égyptien...

2-10 Mahmoud Abbas et les réfugiés palestiniens au Liban.

2-11 "Je vis d'aumône et, quand je peux, je me faufile hors du camp pour gagner 10 dollars. Je ne désire qu'une chose: de la pitié pour mes enfants".

Tiré a part

Nous refusons de maquiller la réalité du siège de Gaza.

LES PARTICIPANT-E-S À LA MARCHÉ INTERNATIONALE DE LIBÉRATION DE GAZA REJETTENT L'OFFRE DU GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN DE NE LAISSER ENTRER À GAZA QUE 100 D'ENTRE EUX.

Après trois jours de vigiles et de manifestations dans le centre-ville du Caire, Mme Suzanne Mubarak avait offert de ne laisser entrer à Gaza que 100 des 1300 délégués. L'offre a été rejetée par le comité de coordination de la Marche internationale de libération de Gaza de même que par les grands contingents tels France, Écosse, Canada, Afrique du Sud, Suède et l'État de New York (Etats-Unis)

« Nous refusons carrément cette offre purement symbolique de la part du gouvernement égyptien. Nous refusons de maquiller la réalité du siège de Gaza. Nous continuerons à travailler pour que les 1362 marcheurs et marcheuses puissent tous et toutes entrer à Gaza, faisant ainsi un pas vers le but ultime d'en finir avec le siège de Gaza et de libérer la Palestine » a affirmé Ziyaad Lunat a membre du Comité de coordination de la Marche. La Marche pour la libération de Gaza a été organisée pour attirer l'attention du monde entier sur le rappel de l'agression israélienne de l'an dernier qui a duré 22 jours et tué plus de 1400 Palestinien-ne-s et blessé plus de 5000. Même si techniquement l'invasion a cessé, les conditions sur le terrain n'ont fait que se détériorer durant les douze derniers mois. Aucun matériau de re-construction n'a été autorisé à entrer à Gaza et plus de 80% des Gazaoui-e-s sont maintenant dépendant-e-s de l'aide alimentaire extérieure.

Les marcheurs et marcheuses avaient planifié entrer à Gaza via le passage égyptien de Rafah le 27 décembre pour se joindre à un groupe estimé à quelques 50,000 Palestinien-ne-s résidents et marcher ensemble jusqu'à la frontière israélienne d'Erez, en réclamant pacifiquement qu'Israël mette définitivement fin au siège de Gaza. Mais le gouvernement du président égyptien Hosni Mubarak a annoncé, quelques jours seulement avant l'arrivée au Caire des centaines de délégué-e-s, que la Marche n'aurait pas l'autorisation de procéder vers Gaza, invoquant des tensions aux frontières. Quand les marcheurs et marcheuses se sont mis à protester contre cette décision, le gouvernement les a immédiatement réprimés, utilisant souvent les policiers lourdement armés de l'escouade anti-émeute pour encercler et intimider les militant-e-s non violent-e-s.

La décision égyptienne de ne laisser entrer à Gaza que 100 personnes illustre bien que l'argument de la « sécurité » est un faux prétexte.

(Mercredi, 30 décembre 2009)

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article1220>

1 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 La CIA entraîne les tortionnaires de l'Autorité de Ramallah.

Les miliciens palestiniens [de l'AP de Ramallah] soupçonnés d'avoir torturé des partisans du Hamas en Cisjordanie ont agi en étroite collaboration avec la CIA, révèle le journal britannique « The Guardian ». Entre 400 et 500 partisans du mouvement Hamas ont été emprisonnés par les supplétifs de l'AP de Ramallah en Cisjordanie. Aucun n'a été officiellement inculpé ni jugé, et plusieurs d'entre eux sont morts sous la torture -
Photo : AP

La CIA [Central Intelligence Agency] a coopéré avec la Force de sécurité préventive (PSF) et le service Général d Renseignement (GI) dans les territoires palestiniens, dit l'article publié ce vendredi.

« La CIA considère ces deux services palestiniens comme étant sa propriété » a déclaré un officiel occidental au Guardian.

La plupart des partisans du Hamas qui ont été arrêtés sont détenus sans procès et auraient été torturés par les services palestiniens en Cisjordanie.

Le mouvement Hamas a appuyé les conclusions du Guardian publiées ce vendredi lors d'une conférence de presse, et a dénoncé Keith Dayton, le général américain commandant la force de sécurité nationale palestinienne en Cisjordanie, comme étant responsable de l'arrestation et de la torture de ses partisans.

Le Hamas a appelé Barack Obama, le président américain, à limoger Dayton, et a déclaré que Mahmoud Abbas, le président [de l'AP de Ramallah] et chef du Fatah en Cisjordanie, était responsable des « crimes » contre le Hamas en Cisjordanie.

Les organisations des droits de l'homme estiment qu'il est tout à fait habituel que les détenus soient roués de coups et soumis à la « shabeh », où ils sont enchaînés et maintenus dans des positions douloureuses pendant de longues périodes.

Le Hamas, qui dispose de fait du contrôle de la bande de Gaza, a aussi fait face à des accusations selon lesquelles ses propres forces avaient arrêté et torturé des personnes affiliées au Fatah, le groupe palestinien rival qui dirige l'Autorité de Ramallah.

Des centaines de détenus

Entre 400 et 500 partisans du mouvement Hamas sont actuellement détenus par les milices de l'AP de Ramallah. Mais Adnan Aldenari, un porte-parole de la police palestinienne, a nié que les forces de sécurité en Cisjordanie maltraitaient les détenus.

« Nous n'avons rien à cacher, ni rien à nous reprocher. Lorsque nous faisons des erreurs [comme faire mourir quelqu'un sous de longues séances de torture - N.d.T], elles sont individuelles et commises par certains agents et ne sont pas révélatrices de notre politique. »

Cette position peut être imposée pendant plusieurs jours d'affilé

« Nos prisons et centres de détention sont ouverts et non pas secrets, comme ils le sont dans certains autres pays. Ils sont ouverts aux médias et aux organisations des droits de l'homme » [on jurerait un communiqué de presse israélien - N.d.T].

« The Guardian » a mentionné qu'au moins trois détenus sont morts lors de leur garde à vue cette année en raison de mauvais traitements [euphémisme pour parler de tortures].

La mort la plus récente a été celle d'Haitham Amr, un homme âgé de 33 ans et infirmier à Hébron, qui est décédé quatre jours après avoir été enlevé par des agents du GI en juin dernier, selon le journal.

Shawan Jabarin, directeur général d'Al-Haq, une organisation palestinienne des droits de l'homme, a déclaré au Guardian : « Les Américains pourraient faire cesser ces pratiques à tout moment. Tout ce qu'ils auraient à faire est d'aller chez Salam Fayyad ["premier ministre"], et de lui dire qu'ils en faisaient une question importante. »

« Ensuite, ils pourraient traiter les questions spécifiques en lui ordonnant que les détenus soient rapidement traduits devant les tribunaux ».

Un diplomate en poste dans la région a déclaré au journal que « au minimum » les agents de renseignements américains étaient au courant de la torture et ne faisaient pas suffisamment pour l'arrêter.

La CIA ne nie pas travailler avec le PSF et le GI en Cisjordanie, mais Paul Gimigliano, porte-parole de la CIA, a déclaré que l'agence américaine n'avait pas de rôle de supervision [bien que les Etats-Unis financent et entraînent les supplétifs palestiniens en Cisjordanie - N.d.T].

18 décembre 2009 –

Al Jazeera –

Vous pouvez consulter cet article à : <http://english.aljazeera.net/news/m...>

Traduction : Info-Palestine.net

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=7821

19/12/2009

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=116053&language=fr>

1-2 Test 'Pro-Israël' pour les membres du gouvernement US!!!

Il y a un incroyable article paru dans le Ha'aretz aujourd'hui sur la mise à l'épreuve du « pro-Israël » qui détermine qui est autorisé à servir au gouvernement des États-Unis.

Voici le genre de chose que vous n'êtes pas prêt de lire dans le New York Times ou le Washington Post : « Chaque candidat au gouvernement Américain doit se soumettre à une vérification complète de ses antécédents par la communauté JUIVE Américaine.

Dans le cas du gouvernement Obama en particulier, chaque critique contre l'Israël faite par un candidat potentiel au gouvernement est devenu un catalyseur pour débattre si la nomination d'un « autre gauchiste » offre la preuve qu'Obama ne soutient pas vraiment Israël. » »

<http://www.haaretz.com/hasen/spages/1132797.html>

L'article continue en rappelant ce qui est arrivé à Chas Freeman (dont la nomination a été court-circuitée par le lobby Israélien pour avoir exprimé quelques critiques modérées sur le comportement d'Israël) et signale que des plaintes semblables ont maintenant vu le jour concernant la nomination de l'ancien Sénateur Chuck Hagel. Encore plus bizarre, l'Organisation Sioniste de l'Amérique (ZOA) et d'autres groupes juifs de droite se plaignent au sujet de la nomination de Hannah Rosenthal pour diriger le « **Bureau pour Combattre et Surveiller l'Antisémitisme** ». Pourquoi ?

Apparemment elle a été impliquée dans J Street et dans d'autres organismes « **de gauche** » que la ZOA et d'autres considèrent comme étant insuffisamment ardents dans leur soutien à l'Etat Juif, et a proposé que les forces progressives doivent davantage porter la voix pour faire avancer le processus de paix.

On ressent une certaine sympathie pour Mme Rosenthal, qui est forcée de défendre sa propre nomination en disant à un interviewer : « J'aime Israël. J'ai habité en Israël. J'y retourne et je la visite autant que je peux. Je la considère comme faisant partie de mon cœur. Et du fait que je l'aime autant, je veux la voir sûre et sécurisée et libre et démocratique et vivant en paix. »

<http://www.tabletmag.com/news-and-politics/20960/the-anti-anti-semite/>

Voilà de bons sentiments, mais n'est-il pas étrange qu'elle doive défendre ses qualifications pour une position au gouvernement des États-Unis en disant combien elle « aime » un pays étranger ? Pour un haut fonctionnaire Américain dans sa position, ce qui compte c'est qu'elle aime l'Amérique, et qu'elle pense que l'antisémitisme est une philosophie détestable à laquelle on devrait vigoureusement s'opposer. Qu'elle aime Israël ou la France ou la Thaïlande ou la Namibie, etc., n'a aucun sens. (Et oui, il est tout à fait possible de détester l'antisémitisme et de ne pas aimer Israël).

Mais la vraie leçon de toutes ces histoires est l'effet de cette mise à l'épreuve des hauts fonctionnaires travaillant dans la politique étrangère plus généralement. Les groupes de lobby ont ciblé de hauts fonctionnaires comme

Freeman, Hagel, et Rosenthal car ils veulent s'assurer que personne, pas même avec un point de vue modérément indépendante sur les affaires au Moyen-Orient, ne soient jamais nommés. En faisant un exemple d'eux, ils cherchent à décourager les personnes libres d'esprit d'exprimer leurs points de vue ouvertement, de peur que s'ils le faisaient, tout espoir de faire évoluer leur propre carrière soit pour eux impossible. Et ça marche. Même si le lobby ne parvient pas à bloquer TOUTES les nominations, ils peuvent faire en sorte que tout administration y pense à deux fois avant de prendre un choix potentiellement « **controversé** » et ils utilisent la menace pour étouffer les discours libres de quasiment tous les hauts fonctionnaires impliqués en politique étrangère (et certainement quiconque qui aspire à travailler pour Washington).

Le résultat, naturellement, est que la politique des États-Unis pour le Moyen-Orient (et la politique étrangère des États-Unis plus généralement) est réservé pour ceux qui soit, sont immuablement consacrés à la « **relation spécial** » (**US/Israël**), soit pour ceux qui ont été intimidés et réduit au silence. Le résultat ? La politique des États-Unis demeure entre les mains du même groupe « **d'experts** » dont la politique au cours des 17 dernières années (ou plus) a été réduite à l'échec. Si quelques Américains de plus lisaient le Ha'aretz, ils pourraient commencer à se rendre compte de cela.

http://walt.foreignpolicy.com/posts/2009/12/04/haaretz_says_us_officials_face_pro_israel_background_check

Traduction Alter Info

9 Décembre

http://www.alterinfo.net/Ha-aretz-Test-Pro-Israel-pour-les-membres-du-gouvernement-US_a40187.html

1-3 Marry Rizzo : Hamas: "ils ne sont pas mauvais, ils sont juste dessinés comme ça".

Dans nombre de pays de l'Ouest, certains partis ou mouvements politiques sont traités comme s'ils provenaient de la Lune ou étaient étrangers à tout corps politique. Leur existence au sein de la population est toujours connotée comme négative, transitoire, quelque chose qui aurait été créé dans une salle de réunion ou en coulisses, imposé à un public rustre incapable de faire la différence entre un vrai programme politique et une rhétorique creuse et simpliste. Ces partis ou mouvement sont dépeints comme s'ils ne s'adressaient qu'aux marges de sociétés démunies de tout organe démocratique « normal », et seraient donc des groupes délabrés qui ne représenteraient qu'un électoralat minoritaire. Étant donné leur opposition aux partis préexistants, ils sont marqués d'une étiquette qui servira à les maintenir isolés des structures déjà à l'œuvre, tout ceci visant à détruire le parti ou mouvement par un travail de propagande plutôt que par une analyse de la réalité.

Toute une mythologie a été construite autour du mouvement palestinien de résistance (qui s'est transformé en parti) Hamas. Cette construction a acquis de fait une plus grande légitimité comme interprétation du Hamas que les faits eux-mêmes. Dans la plupart des médias occidentaux, qu'ils soient de gauche ou de droite, et dans quelques médias « modérés » des pays arabes, le nom même du parti est couplé à des termes comme « fondamentaliste », « radical », « terroriste ». De toute évidence, cela sert à créer un réflexe de peur qui empêchera que le mot soit évalué de façon critique et objective. L'auditeur identifiera immédiatement le Hamas avec une connotation négative, ce qui l'exemptera de sa responsabilité de comprendre qu'il s'agit d'une manipulation de la réalité. L'auditeur est censé accepter les affirmations que le Hamas est « anti-démocratique » et « fanatique ». C'est ensuite un jeu d'enfant de convaincre l'auditeur que le Hamas est Mauvais, qu'il est l'Ennemi de tout ce que Nous représentons (à nos propres yeux la tolérance, la démocratie, la Bonté elle-même). Il devient alors possible d'étendre cette lecture à la conviction que des actions doivent être prises contre eux, qu'ils sont un « cancer dont il faut se débarrasser », comme l'a dit Noa, la pacifiste institutionnelle de service.

Comme éradique-t-on un cancer, une fois qu'il a été diagnostiqué ?

Par l'ablation ou le bombardement. Pour traiter un cancer, on « bombarde » même les parties saines du corps avec des produits chimiques, en attendant de voir si, après la bataille, le corps conserve encore suffisamment de parties saines pour permettre que l'organisme continue d'exister. Une fois que vous avez mis dans la tête de millions de gens l'idée que la destruction est une bonne chose parce que l'ennemi est très malin et qu'il ferait énormément de dégâts s'il continuait d'exister, on estime que le risque de pousser l'organisme tout entier à sa tombe en l'affaiblissant considérablement vaut la peine d'être couru.

Comment en est-on arrivé au fait que le monde se laisse ainsi berné et permette qu'Israël détruise Gaza pour « se débarrasser du Hamas » ?

C'est très simple, et c'est toujours la même réponse : Israël et ses alliés font dans la désinformation. Ceux qui iront légèrement sous les manchettes grandiloquentes des journaux découvriront quelques faits enfouis qui contredisent le titre, mais il n'y a pas beaucoup de gens qui iront aussi loin, étant donné qu'ils sont confrontés à quelque chose qui comporte un élément de vérité profondément enterré.

Comme si cela n'était déjà pas suffisamment problématique, même les « progressistes » n'ont pas démerité pour rendre le Hamas intouchable. Ils peuvent aller jusqu'à l'accepter comme un « mouvement de résistance », mais ils ne permettront pas à leur parti-pris idéologique personnel de voir le Hamas comme une force de progrès pour l'avancement de son propre peuple. Peut-être par conviction, convenance ou même manque de recherche, ou par un aveuglement qui ne permet aucune variante au thème de la lutte des classes, où tout est « international » et où le même type de règles et d'idéaux sont considérés comme applicables et nécessaires à tous, allant, dans certains cas, jusqu'à « importer la démocratie » sous diverses formes plus ou moins agressives.

Ces gens, dont beaucoup sont armés de bonnes intentions, ont mâché, avalé et recrachent quelques-uns des

mensonges éhontés et des distorsions qui font partie de la mythologie créée par les adversaires du Hamas, en Israël et à l'Ouest principalement.

Quels sont les éléments constitutifs de cette mythologie ?

- 1) Le Hamas a été créé par le Mossad israélien.
- 2) Le Hamas représente une portion marginale des Palestiniens.
- 3) Le Hamas est devenu juste assez démocratique pour pouvoir obtenir une certaine légitimité pour ensuite s'emparer des Territoires palestiniens et les transformer en un État islamique.
- 4) Leur victoire aux élections ne fut rien de plus qu'un vote de protestation contre la corruption du Fatah.
- 5) Le Hamas est composé d'un tas d'analphabètes et ses électeurs se sont laissés entraînés par leur propre ignorance.
- 6) Le Hamas est un groupe fondamentaliste et donc inflexible et incapable de toute modification ou évolution. La Charte souvent citée est utilisée contre lui pour souligner qu'ils ne sont qu'un groupe radical, destructif, tendu vers la Guerre Sainte.
- 7) Le Hamas ne cherche à faire aucun compromis avec les autres partis politiques ou factions palestiniens et est donc un élément de division qui empêche l'unité du peuple.
- 8) Le Hamas œuvre à endoctriner son peuple avec une propagande haineuse, pour l'utiliser comme chair à canon.

9) Le Hamas est un groupe terroriste qui n'existe que grâce au financement de « régimes fondamentalistes » Que le Hamas ne soit qu'un mouvement de résistance a été clairement démenti par les élections, mais cela semble être le postulat sur lequel les activistes peuvent se regrouper pour se permettre de le tolérer, tout en souhaitant sa disparition rapide. Il n'est alors pas considéré comme ayant un véritable héritage en tant que partie politique qui pourrait être comparé à ceux des « nations démocratiques » de la « communauté internationale », et ainsi, l'analyse peut rester à un niveau élémentaire se prêtant à des généralisations hâtives.

Je prie mes lecteurs de bien vouloir me pardonner tous ces guillemets, mais ces mots deviennent vraiment ironiques et vides de sens réel lorsqu'ils sont appliqués aux objets désignés par les docteurs ès-manipulation d'information, dont la tâche consiste à faire le jeu des puissances hégémoniques. Comment la minorité d'une poignée de nations qui s'opposent systématiquement à la volonté du reste de la communauté mondiale à l'ONU peut-elle être considérée comme la « communauté internationale » ? C'est un club de gamins qui exclut pratiquement tout le monde. Comment un pays qui met aux affaires le candidat qui a obtenu le plus petit nombre de votes peut-il être appelé une « démocratie » ? C'est lorsque nous commençons à nous poser des questions sur nos propres fondements que nous pouvons détecter qu'il y a beaucoup de connivence à présenter toute opposition comme l'ennemi et étrangère aux paradigmes qui nous paraissent être au cœur de nos attentes sur la façon d'instaurer un monde juste et équitable.

Il est temps de dissiper quelques-uns de ces mythes avec des faits.

1) Le Hamas n'a pas été créé par le Mossad. Bien qu'Israël aime s'attribuer le mérite de bien des choses, celle-ci n'est pas de leur fait. L'Islam politique est présent en Palestine depuis le début des années 40, dans la Palestine mandataire, et le Hamas est né au sein des Frères Musulmans (Ikhwan), auxquels était officiellement affilié nombre de ses premiers dirigeants. C'est l'expérience de la condition de réfugiés qui a transformé le Hamas en un élément plus autonome, avec une base nationaliste particulière, résultat naturel de la situation humaine urgente et réelle de déplacements et de perte d'identité culturelle et nationale. Ce groupe a eu des relations étroites avec la base égyptienne, et les premiers bureaux de l'Ikhwan en Palestine furent ouverts à Gaza en 1945, dirigés par un membre de l'une des plus importantes familles de la région, Sheykh Safer al-Shawwa. Pendant la première guerre arabo-israélienne, des volontaires islamistes ont renforcé les rangs, venant principalement de Jordanie et de Syrie, et ce soutien a montré aux réfugiés que l'Ikhwan avait le courage de se défendre, même pendant la « guerre d'indépendance d'Israël ». Le nombre croissant de réfugiés a donné une identité et une motivation plus fortes au mouvement islamiste en Palestine. Par conséquent, dans la société civile et dans la population en général, il n'était nul besoin d'une motivation venant d'une autre source pour pouvoir jurer : « Je jure d'être un bon Musulman dans la défense de l'Islam et de la terre perdue de Palestine. Je jure d'être un bon exemple pour la communauté et pour les autres. » Telles étaient les paroles prononcées par ceux qui juraient loyauté à l'Ikhwan en Palestine (source : Beverly Milton Edwards, Islamic Politics in Palestine, p. 43). L'Ikhwan local avait son propre programme, défendre sa terre perdue. Le fanatisme, l'influence extérieure ou même la propagande n'étaient pas nécessaires.

Les réfugiés eux-mêmes étaient la preuve vivante des horreurs et de la souffrance de la déportation.

L'identification comme partie d'un mouvement international fut concomitante à la reconnaissance de la particularité de l'expérience palestinienne. La création officielle, le 9 Décembre 1987, ne fut que l'aboutissement d'une organisation à l'œuvre depuis des décennies. La résistance islamique organisée fut ensuite utilisée lorsque la situation s'est précipitée de façon spectaculaire en 1967 et une nouvelle génération de réfugiés est née. Pour cette génération, le retour à l'Islam fut considéré comme une nécessité pour l'avenir moral et politique d'un peuple qui avait été littéralement détruit. Beaucoup ont vu la cause de la Nakba comme le résultat de la distanciation d'une société normale, la société palestinienne, dont les valeurs éthiques, religieuses, culturelles et traditionnelles avaient été dévastées par l'occupation, et la descente vers davantage de dégradation, de pauvreté, de privation des droits civiques, et l'instabilité sociale furent considérées non seulement comme le résultat de l'occupation, mais comme une partie de sa cause.

La « communauté internationale » n'est pas venue au secours de ces gens, le reste de la Ummah n'a pas pris part à leur lutte nationale, en grande partie parce qu'ils n'étaient pas directement concernés, ou qu'ils aient même

été interdits d'y participer. La douleur extrême et la honte de perdre son pays furent à l'époque un élément nouveau dans une région où la colonisation précédente avait évité d'expulser les habitants autochtones, et jeter dehors les usurpateurs n'était pas compliqué par la perte totale de racines et d'un territoire.

La base de la dimension formelle du Hamas était ainsi présente depuis des décennies avant sa naissance officielle. Pour fonctionner sous le joug de l'occupation, ces groupes organisés existants ont créé pour leur population des associations caritatives et de bienfaisance. Israël a toléré ces institutions dans les Territoires Occupés et leur a concédé quelques espaces d'exploitation en leur octroyant des licences. Comme l'a dit le Général Yitzhak Sager dans un entretien avec le International Herald Tribune en 1981, le gouvernement israélien « [...] a donné de l'argent que le gouverneur militaire a alloué aux mosquées [...], les fonds ont été utilisés tant par les mosquées que par les écoles religieuses, dans le but de renforcer un projet qui contrasterait avec celui de la Gauche qui était favorable à l'OLP. » Si Israël a trouvé quelques motivations à s'impliquer, ce fut réellement dans le sens de « diviser pour régner » ; un peu de tolérance, un peu de soutien économique aux diverses associations religieuses pour voir si une opposition aux nationalistes de l'OLP se développerait. Israël ne cherchait en fait que le moyen d'affaiblir l'OLP, qui jouissait d'un soutien certain en Occident, et les Israéliens n'ont ni financé ni fourni un financement important, ni en aucune façon influencé un mouvement qu'ils pourraient d'une manière ou d'une autre infiltrer ou contrôler. C'est de la pure mythologie. Pourquoi donner à Israël un crédit qui ne lui revient pas ?

2) Que Hamas ne représente qu'une partie marginale des Palestiniens est un autre mythe à déboulonner. Il est bien entendu exact que tous les Palestiniens ne sont pas des réfugiés, de même qu'il est exact que la quasi-totalité des dirigeants du Hamas sont nés en exil ou qu'ils ont été soumis, à un moment donné, à l'expérience de l'expulsion et de la perte de leurs maisons et de leurs biens. Il s'agit de l'expérience palestinienne centrale, et il est vrai que même les (quelques) Palestiniens qui n'ont pas été déracinés s'identifient à la perte de leur identité culturelle et nationale, et tous savent que leurs aspirations nationales et la cohésion en tant que groupe ont été détruites par Israël. Ainsi, même un mouvement ou un parti qui a sa propre identité dans les camps de réfugiés et en exil ou dans ses racines religieuses, est reconnu comme un représentant intrinsèque, légitime et naturel des Palestiniens dans leur ensemble. Ils ont même obtenu un vote majoritaire dans des secteurs de Cisjordanie qui n'étaient pas considérés comme des bastions du Hamas, comme ils ont eu les voix de nombreuses régions chrétiennes.3) Que le Hamas se soit « juste suffisamment démocratisé » pour pouvoir mettre son pied dans la porte, première étape pour imposer un État islamique sur l'ensemble de la Palestine est un mythe très largement répandu, en particulier dans les cercles progressistes qui ne reconnaissent pas la popularité du mouvement, ou qui ont un préjugé idéologique contre tout mouvement religieux. Il y a beaucoup à dire en faveur de la séparation de l'Église et de l'État, mais ce n'est évidemment pas un postulat qui peut être imposé de loin, et de plus, de nombreux niveaux de séparation sont à prendre en considération. Ceux qui souscrivent à l'argument que le « Hamas gagne du temps avant d'introduire la Sharia » ont tendance à nier qu'une démocratie a certaines caractéristiques, et que ce n'est pas nécessairement un synonyme de « laïcité ». Lorsque le mot « démocratie » est appliqué correctement, il a certaines caractéristiques que le Hamas réunit. Il jouit d'un consensus populaire. Il a une structure interne autonome et reconnue comme légitime par ses électeurs.

Il suit les règles des élections, réunissant les conditions de participation. Une fois élu, il assume son rôle au sein du système existant, n'a pas renversé ou organisé des coups d'État contre les structures établies. C'est un mouvement politique avec plusieurs factions (certaines d'entre elles armées, comme c'est le cas de nombreux partis dans des pays sous occupation, le Fatah inclus), avec une histoire et une organisation. Un large débat existe parmi ses membres, y compris ceux qui sont des prisonniers politiques, avant de prendre des décisions, et la majorité décide des actions à mener. Ce qui le différencie des partis que les Occidentaux connaissent, c'est que les dirigeants au plus haut niveau n'assument généralement pas des rôles d'administration. Ce qui est compréhensible dans un parti où de nombreux dirigeants sont systématiquement assassinés par Israël. Que le directeur politique actuel, Khaled Meshaal, soit obligé de vivre en exil après avoir été victime d'une tentative d'assassinat en dit plus sur cette situation anormale que beaucoup de mots.

4) Que la victoire du Hamas aux élections du Conseil Législatif ne fut rien d'autre qu'un vote de protestation (encore une autre théorie favorite de la gauche) fut brillamment contredite par Paola Caridi dans son très bon livre (en dépit du sous-titre sensationnaliste), Hamas, What it is and what the Radical Palestinian Movement Wants, publié par Feltrinelli et disponible seulement en Italie pour le moment.

Ci-dessous la traduction d'un certain nombre de paragraphes qui traitent de cette question.

« Il y a une raison politique précise pour laquelle la majorité des Palestiniens a voté pour le Hamas. C'est une raison qui a trait à la décision officielle prise par le mouvement islamique le 23 janvier 2005 (un an avant les élections législatives, ndt) : une trêve unilatérale, décidée avec le Jihad Islamique (qui l'a rompu à plusieurs reprises), qui transformait les paroles en actes : que ce serait la fin d'une saison d'attaques suicides lancées par le Hamas à l'intérieur d'Israël, dans les limites de l'armistice de 1949, en d'autres termes l'Israël à l'intérieur de la Ligne Verte. La fin des attaques suicides dans les villes israéliennes, mettant substantiellement fin à l'Intifada aussi comme choix participatif (du Hamas) est interprétée par la population palestinienne comme une proposition politique précise : une alternative à ceux qui l'avaient gouvernée et contrôlée, ayant l'hégémonie jusqu'à ce moment là. Une proposition qui pose en même temps de nouvelles limites de facto à la stratégie de résistance du Hamas. Le mouvement islamiste n'a donc pas été choisi seulement pour protester contre la corruption, le favoritisme et l'inefficacité du Fatah, qui, en tant que parti, est souvent confondu avec l'Autorité Palestinienne. La corruption, le favoritisme et l'inefficacité qui sont liés, au moins du point de vue temporel, à l'échec des Accords d'Oslo et aux 'faits accomplis' réalisés par les Israéliens. »

« Les gens du Hamas ont été considérés comme des gens sérieux, qui ne s'étaient pas enrichis aux dépens de la population, et qui, en fait, continuaient à vivre dans des quartiers normaux et dans les camps de réfugiés. » (Caridi, p. 171).

5) Une calomnie extrêmement offensive, souvent répétée, est que les partisans du Hamas et ses dirigeants sont une « bande d'analphabètes » ou de « fanatiques religieux ». Le constat que pratiquement tous les dirigeants du Hamas soient (ou furent, le passé est de rigueur étant donné le nombre d'assassinats) diplômés de l'université dans des domaines allant de la médecine à la physique et à la jurisprudence, de l'économie à la théologie, témoigne en lui-même que cette calomnie ne vise qu'à les salir et à les peindre comme des gens qui n'ont lu que des textes religieux et qui sont donc « sous-développés », comparés à d'autres mouvements. L'enseignement a toujours été l'un des piliers du Hamas et de son travail caritatif. Nul besoin de le dire aux Palestiniens, pour qui c'est une réalité ; dans beaucoup de cas, sans ce fondement, ils auraient été laissés pour compte dans ce domaine.

6) L'inflexibilité du Hamas est un autre mythe, évoqué en particulier lorsqu'on parle de la Charte de 1988 (Mithaq). Sheikh Hamed Bitauri, « autorité religieuse de Naplouse », président du Syndicat des Ulemas palestiniens, connu pour ses positions radicales, n'a aucun problème à confirmer que « la Charte n'est pas le Coran. Nous pouvons la modifier. Elle n'est que la synthèse des positions du mouvement islamiste dans ses relations avec les autres factions, et de sa politique. »

Aziz Dweik, fondateur de l'Institut de Géographie à l'Université de Naplouse, qui deviendra plus tard Président du Conseil Législatif Palestinien après les élections de 2006, et qui fut emprisonné dans les geôles israéliennes dès l'été de la même année, a même été plus loin, déclarant la nécessité politique et pragmatique de se distancier de la Mithaq de 1988 à Khaled Amayreh, journaliste palestinien sensible aux positions islamistes, à qui il a dit que « le Hamas ne resterait pas l'otage des slogans rhétoriques du passé comme celui de la 'destruction d'Israël'. » (Khalid Amayreh, "Hamas Debates the Future: Palestine's Islamic Resistance Movement Attempts to Reconcile Ideological Purity and Political Realism", in Conflicts Forum, Nov. 2007, p.4) (Caridi p. 90).

Haniyeh a mentionné en maintes occasions que la Charte avait été dépassée dans sa substance par d'autres documents officiels, dont le plus important est le Programme Électoral de la Liste « Changement et Réforme » (la liste sous laquelle le Hamas a participé aux élections). Ce programme est structuré comme un document qui va bien au delà des besoins d'une campagne politique, selon le dirigeant du Hamas, et il indique la politique du mouvement. Il n'a pas été écrit dans le feu de la révolution de l'Intifada, et il reflète l'évolution du parti. Les changements ne sont pas idéologiques, mais plutôt de nature stratégique et politique. Les positions ont été réitérées tellement de fois lors d'interviews ou d'interventions publiques qu'il semble incroyable que la complexité et la maturité du Hamas ne soient pas évidents pour tout le monde. Il est clair que les membres du Hamas se consacrent toujours à la libération de la Palestine, mais ils tentent d'y parvenir par la réaffirmation des droits du peuple, sachant parfaitement qu'en tant que parti, le Hamas n'est pas équipé pour renverser l'occupation de façon pratique, ni pour détruire ce qu'ils reconnaissent comme une réalité.

Beaucoup d'entre nous, qui suivent les événements du Moyen Orient, espèrent qu'ils ne céderont pas au pragmatisme au point de reconnaître Israël non seulement comme une réalité, mais comme un « État juif ». Cependant, nous devons observer depuis les coulisses et évaluer les faits. La population de Palestine sera vigilante sur les droits qui auront été abandonnés, si cela arrive, et beaucoup d'entre nous croient que le dos au mur, ils ne capituleront pas et ils ne perdront pas ce qu'ils savent être leur pour des raisons d'opportunité politique. Le Hamas, lui aussi, est conscient de ce fait.

7) Le Hamas a été beaucoup moins scissionniste que son homologue de principe, le Fatah.

Le « coup d'Etat » de Gaza, qui a choqué et attristé le monde, fut en réalité une mesure préventive pour déjouer la prise de pouvoir planifiée par les forces du Fatah fidèles à Dahlan (en collaboration avec Israël). Le fait que le Hamas soit le parti qui a obtenu la victoire, par son propre peuple, n'a jamais été reconnu par la « communauté internationale » qui avait néanmoins poussé à des élections et insisté sur le fait que c'était une nécessité pour les Palestiniens, parce que cette reconnaissance aurait accordé une légitimité à la résistance et serait devenue la politique au sein de l'organe de gouvernement ; le rejet des négociations avec Israël, considérées comme subalternes, et qui étaient la politique du Fatah, avait été officiellement approuvé par le peuple et cela n'aurait été qu'une question de temps avant que le programme ne devienne la politique.

Ainsi, toutes mesures des « forces de sécurité » du Fatah pour s'emparer de Gaza étaient de fait le coup d'État. Mais en regardant en arrière des événements qui ont été alimentés par la désinformation, on peut dire que le bain de sang tragique entre Palestiniens a empêché le véritable renversement de la démocratie qui aurait eu lieu si Dahlan en avait eu la possibilité. Encore et encore, le Hamas a cherché à travailler avec le parti d'opposition ; ce que ce dernier ne pouvait tolérer, dans le vain espoir que l'avantage économique et politique dont l'a gratifié l'équipe qui tient les manettes lui permettrait de rester au pouvoir, même en l'absence d'un mandat populaire.

8) Il n'est pas nécessaire de faire de la propagande pour montrer aux Palestiniens, dans les territoires occupés et en exil, et même pour nombre d'entre eux à l'intérieur d'Israël, la destruction continue de leur civilisation et de leur peuple.

Blocus, bombardements, assassinats, guerres, checkpoints, humiliations, restrictions, séparations des familles, emprisonnements et abus ne sont pas des incidents isolés, mais le pain quotidien de la vie palestinienne. Nul besoin d'inventer une rage contre un ennemi fantasmagorique. Il y en a un, bien réel, qui soumet les gens de tous âges et de toutes conditions à l'humiliation, à la privation et à la mort. Montrer un homme en costume de souris pour insister sur le fait que des enfants sont endoctrinés dans la haine peut très bien marcher sur des masses non informées, mais il suffit d'un coup d'œil à la réalité pour se rendre compte que Farfur (1) est la manière la plus

douce pour qu'un enfant assimile qu'il ou elle est un prisonnier condamné à vie à souffrir de la manière la plus atroce, pour être né comme un être inférieur aux yeux des oppresseurs.⁹ Le pire des diffamations contre le Hamas est celle qui consiste à faire d'eux le symbole du mal : qu'ils sont un groupe terroriste, financé par des « États voyous de l'axe du mal ».

Ayant à l'esprit que leur financement est colossalement inférieur à l'ensemble de l' « aide militaire » et économique fournie officiellement à Israël par les États-Unis, le Canada et beaucoup d'autres nations de la « communauté internationale », pourquoi le constat d'un financement étranger serait-il considéré comme inacceptable, alors que c'est simplement la manière dont Israël est maintenu à flot par des milliards de dollars annuels officiels, et dieu seul sait combien d'autres financements affluent par les milliers d' « associations de bienfaisance » qui sont à peine plus que des couvertures pour l'immigration de masse en Israël, pour contrer la croissance arabe ?

Si le sionisme et ses organisations caritatives sont considérées comme légitimes et nobles, pourquoi les organisations islamiques sont-elles mises sur liste noire, et leurs donateurs traités comme s'ils finançaient le terrorisme ? Il y a là deux poids - deux mesures.

Que le Hamas ait rejeté les opérations terroristes contre des civils et l'ait fait au service d'une amélioration réaliste des conditions de vie de son peuple est un fait authentifié, corroboré par rien moins que le Service de la Recherche du Congrès des États-Unis, groupe d'experts qui propose sa vision conservatrice et amie d'Israël au Congrès, pour qu'elle devienne une politique.

En fait, dans le document coordonné par Jim Zanotti, « Israel and Hamas, Conflict in Gaza (2008-2009) », nous voyons que la « raison » invoquée pour l'attaque contre la Bande de Gaza, à savoir « la nettoyer du Hamas » et les roquettes tirées sur le territoire israélien, n'était rien d'autre qu'une excuse que l'Occident a bu avec délectation comme si c'était du jus de cerise. Il a été admis que les roquettes extrêmement rudimentaires n'avaient PAS été tirées par le Hamas, et de plus, le Hamas était considéré comme étant capable et désireux de mettre fin aux attaques. Il est significatif que les premières victimes des attaques israéliennes contre Gaza furent les forces régulières de police, qui venaient juste d'être formées, peut-être aussi dans ce but. Zanotti écrit : « Pendant les cinq premiers mois, le cessez-le-feu a relativement bien tenu. Quelques roquettes ont été tirées sur Israël, et, progressivement, le Hamas est apparu comme de plus en plus capable et désireux de mettre fin même à ces attaques. Aucun mort israélien n'a été signalé (bien qu'il y ait eu des blessés et des dégâts matériels) et Israël s'est abstenu de représailles.

« Néanmoins, chaque partie a estimé que l'autre violait les termes d'un cessez-le-feu non écrit. Le Hamas a demandé - sans succès - l'arrêt total des tirs de roquettes et des progrès quant à la libération du caporal israélien Gilad Shalit détenu en captivité par le Hamas.

« Israël a cité des tirs de roquettes sporadiques comme prétexte pour maintenir la fermeture des passages frontaliers et du port de mer de Gaza à pratiquement tout sauf aux fournitures humanitaires de base.

« Le Hamas, et d'autres dirigeants arabes, ainsi que quelques organisations internationales et non gouvernementales impliquées dans l'aide aux civils de Gaza se sont plaints qu'Israël revenait sur ses promesses en vertu de l'accord de cessez-le-feu non écrit.

« Comme si cela ne suffisait pas, l'auteur, qui n'a certainement aucune sympathie pour le Hamas, fait des déclarations sur les suites de la guerre où même Israël admet que le Hamas n'était pas responsable des tirs de roquettes : depuis le début du cessez-le-feu unilatéral d'Israël, le 18 janvier 2009, il y a eu environ 40 lancements sporadiques de roquettes sur le sud d'Israël, beaucoup moins que la moyenne quotidienne avant l'Opération Cast Lead. De plus, des responsables israéliens pensent que des groupes militants palestiniens plus petits, comme le Jihad Islamique et les Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa, et non le Hamas, ont tiré les roquettes, comme ils l'ont fait pendant le cessez-le-feu (bien qu'il soit possible que le Hamas ait facilité ou donné son accord à ces tirs tout en préservant sa capacité à le nier). »

Ainsi, les Israéliens se sont servis de l'excuse de tirs de roquettes Hamas pour justifier son élimination (en détruisant la totalité de Gaza) par ce qu'ils ont appelé « des opérations militaires », mais le reste de l'humanité sait que ce fut une guerre, tout en sachant pertinemment que le Hamas n'avait ni lancé ni facilité les tirs des roquettes ; toutes les excuses qu'ils sortent de leur chapeau pour justifier leurs actions devraient d'ailleurs tomber dans l'oreille de sourds.

Les plaintes sur la contrebande d'armes par les plus rudimentaires des tunnels devraient être prises avec des pincettes lorsque nous voyons les crédits du Budget de la Défense pour le programme US-israélien de défense anti-missiles dans ce même Rapport au Congrès. Le Dôme de Fer, la Fronde de David et autre « aide militaire », qui coûtent au citoyen américain des milliards de dollars, sont brièvement décrits.

Pour chaque container de cinq roquettes inefficaces qui est passé en contrebande par un tunnel, les USA envoient une pleine cargaison d'armes et des caisses de devises qu'Israël dépensera pour ces « besoins » militaires. Là aussi, le deux poids-deux mesures fait couler le sang innocent, en violation du droit international et au détriment de votre argent durement gagné. Là encore, extrait du Rapport du Congrès :

« Israël pourrait avoir utilisé des plates-formes d'armes et de munitions achetés aux États-Unis dans ses opérations militaires à Gaza, dont, parmi d'autres, des avions F-15 et F-16, des hélicoptères Apache, et, selon des articles de presse israéliens, des mini-bombes GBU-39 guidées par GPS dont le 110ème Congrès a approuvé la vente suite à une notification de septembre 2008. »

De plus, toutes les trêves unilatérales entre Israël et le Hamas (demandées par le Hamas, pas par Israël) ont été violées, chaque fois par Israël. Dans de nombreux cas, par des incursions dans les Territoires Occupés, que le droit international interdit puisque les populations civiles (même si les « colons » sont partis, Gaza est maintenue

sous siège par Israël) doivent être protégées par l'occupant, et non attaquées. Israël, en utilisant des armes et des avions fournis par les bonnes grâces de la population des Etats-Unis, a bombardé des rues où des cibles (des hommes politiques et religieux qu'Israël qualifie de « militants », si ce n'est pire) avaient été localisées, tuant de manière indiscriminée quiconque se trouvait à portée, y compris des enfants. Si ce n'est pas du terrorisme, c'est que ce mot n'a aucun sens.

Ce ne sont que quelques-uns des mythes en circulation. Ils représentent seulement une partie des mensonges, de la désinformation et de la propagande qui circulent sur l'un des principaux partis palestiniens, né de l'intérieur, se développant comme tous les partis le font, de la base, et légitimé par des élections équitables et légales. Démystifier ces mensonges est un devoir. Il n'est pas nécessaire d'être d'accord avec l'ensemble du programme du Hamas, mais il faut reconnaître que ses membres sont complètement différents de l'image à laquelle ils ont été réduits. Ce que dit Jessica Rabbit dans le film "Qui a peur de Roger Rabbit" pourrait tout-à-fait s'appliquer au Hamas : « Je ne suis pas mauvais, c'est simplement comme ça qu'on me dépeint. »

Marry Rizzo

Source: [Tlaxcala](#)

01 Décembre

http://www.michelcollon.info:80/index.php?option=com_content&view=article&id=2412:hamas-ils-ne-sont-pas-mauvais-ils-sont-juste-dessines-comme-caq&catid=7:attention-medias-&Itemid=12

2 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Après la terrible agression israélienne contre le peuple palestinien.

Intervention de Ali Fayad (Hezbollah) à la Conférence du MIR

(en 2 parties)

Conférence du MIR sur Gaza : une réussite exceptionnelle!

Pour la première fois, samedi 12 décembre, un dirigeant du Hezbollah, par ailleurs député au parlement libanais, notre frère Ali Fayad, a pu s'exprimer publiquement en France à l'occasion d'une conférence sur la situation au Moyen-Orient, une année après la terrible agression israélienne contre le peuple palestinien, organisée par le Mouvement des Indigènes de la République..

Bonne écoute...

L'événement est d'autant plus important que cette conférence s'est déroulée dans l'enceinte d'un des lieux les plus prestigieux de la culture française, la Sorbonne, à quelques mètres du Panthéon où reposent pour l'éternité des personnalités comme Jean Moulin, qui, à l'instar des martyrs du Hezbollah, ont résisté contre l'oppression et pour la liberté.

Bonne écoute

Ont pris également la parole Alima Boumedienne, sénatrice (Vert), Nadine Rosa Rosso, initiatrice de l'appel pour le retrait du Hamas de la liste européenne des organisations terroristes, Richard Labévière, rédacteur en chef de la revue "Défense", Walid Charara, politologue libanais, Houria Bouteldja, porte parole du MIR, ainsi que Youssef Boussoumah du MIR également.

Comme on pouvait le prévoir, quelques jeunes trublions de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) ont tenté de perturber la conférence, provoquant quelques remous légitimes dans une salle qui souhaitait pouvoir écouter tranquillement les intervenants. Préparé à une telle éventualité, notre service d'ordre est intervenu rapidement pour conduire pacifiquement les perturbateurs vers la sortie, permettant à d'autres membres de l'UEJF qui n'avaient pas tenté de semer le trouble d'assister à la conférence.

L'annonce d'un dépôt de plainte contre le MIR et... la Sorbonne, rendu public par un communiqué de l'UEJF qui prétend que dix de ses étudiants « ont été insultés et agressés physiquement » ne nous étonne guère de la part d'une organisation alignée sur la politique raciste de l'Etat colonial d'Israël. Il est évident que ce n'est pas notre mouvement que l'UEJF cherche à impressionner. Son objectif est bien plus large : il s'agit de contraindre l'administration de la Sorbonne et les autres universités françaises, à refuser d'accueillir à l'avenir toute initiative qui n'aurait pas le cachet « Certifié conforme aux normes du Mossad ». Au-delà, ce type de pressions s'inscrit dans la politique de terrorisme intellectuel menée par les agences sionistes dans le but de dissuader toutes sortes de critiques contre l'Etat d'Israël, y compris les plus modérées.

Pour notre part, nous remercions la présidence de la Sorbonne et son administration pour nous avoir prêté un de ses amphithéâtres et ne pas avoir cédé aux multiples pressions qui exigeaient l'annulation arbitraire de notre conférence. Nous dénonçons la mise en cause personnelle et les menaces formulées par les sites sionistes contre l'une des responsables administratives de l'Université qui a veillé, dans le stricte cadre de son devoir professionnel à ce que la conférence puisse se tenir sans problème, .

Enfin, nous tenons à remercier une fois de plus notre ami Jean Salem, philosophe et professeur à la Sorbonne, qui a co-organisé avec nous cette initiative.

Vive les résistances palestinienne et libanaise contre l'occupation sioniste !

Le Secrétariat exécutif du MIR - par IndigènesTV, la télé du MIR

Paris, le 13 décembre 09

vidéos

1http://www.dailymotion.com/video/xbhy9w_conference-gaza-du-mir-avec-le-hezb_news

2http://www.dailymotion.com/video/xbi46h_conference-gaza-du-mir-avec-le-hezb_news

http://www.indigenes-republique.fr/article.php3?id_article=818

www.aloufok.net

2-2 Baudoin Loos : Pendant ce temps, le supplice de Gaza continue.

La plainte déposée le 24 décembre contre les dirigeants du Hamas par des Israéliens d'origine belge n'est pas arrivée au greffe de Bruxelles ce jour-là par hasard. Pour détourner l'attention du premier anniversaire de l'offensive militaire israélienne contre la bande de Gaza, on ne s'y serait pas pris autrement.

Pourtant, cette plainte permet de remettre en lumière un élément qui avait frappé à l'époque des faits : la disproportion entre la puissance destructrice de l'armée israélienne et les faibles moyens des activistes palestiniens. Si la plainte rappelle que des dizaines d'Israéliens ont souffert dans leur chair des tirs de roquettes palestiniens – des actions que le fameux rapport de l'ONU, dit « Goldstone », qualifie d'ailleurs de crimes de guerre –, combien de plaintes des centaines de milliers de Palestiniens seraient-ils moralement habilités à déposer en raison des souffrances que l'offensive israélienne leur a infligées ?

Ce rapport demande qu'Israël et le Hamas commanditent des enquêtes indépendantes sur des faits qui relèvent de la qualification de crimes de guerre ou, peut-être, de crimes contre l'humanité. Ces enquêtes ne semblent pas près d'être ordonnées. Israël a écarté le rapport Goldstone qualifié de « biaisé », certains ministres avançant même qu'il est « un cadeau aux terroristes car il revient à empêcher une démocratie de se défendre ». Pourtant, le rapport ne traite pas de la légitimité de l'attaque lancée par Israël le 27 décembre 2008, mais se préoccupe seulement de savoir si le droit de la guerre y a été respecté. Avec avis négatif.

Enfin, au moment où aura lieu, ce dimanche, le premier anniversaire de cette offensive, il n'est pas non plus inutile de rappeler que la bande de Gaza et son million et demi d'habitants continuent à vivre dans une prison à ciel ouvert, fermée à double tour par l'armée israélienne (avec l'actif concours égyptien dans le sud). L'Union européenne a demandé à Israël, le 8 décembre encore, de lever ce blocus aux effets humains catastrophiques. Mais tant que les Européens comme le reste de la communauté internationale se contenteront d'émettre de simples avis polis, ils ne pourront espérer exercer la moindre influence sur le terrain.

26 décembre

<http://www.lesoir.be/forum/editos/2009-12-26/pendant-ce-temps-le-supplice-de-gaza-continue-745672.shtm> 25/12/2009 à 08h31

2-3 Mahmoud al-Zahar : Le Hamas à Gaza : « Nous sommes l'autorité légale »

« Libération » a rencontré Mahmoud al-Zahar, haut responsable du mouvement palestinien. Il revient notamment sur les accusations de crimes de guerre dont son parti fait l'objet.

Mahmoud al-Zahar est le ministre des Affaires étrangères du gouvernement du Hamas, qui dirige la bande de Gaza. Membre du bureau politique et parmi les dirigeants les plus influents du parti islamiste, il est considéré comme un « faucon ».

Alors que le Conseil de sécurité et le Conseil des droits de l'homme de l'ONU examinaient hier le rapport Goldstone, qui accuse Israël et le Hamas de crimes de guerre lors de la guerre de Gaza en janvier dernier, il revient sur la controverse qu'a occasionnée ce texte côté palestinien.

Pour Libération, il s'explique aussi sur les relations avec Israël, le sort du soldat franco-israélien Gilad Shalit (détenu à Gaza depuis juin 2006), l'administration Obama et la réconciliation entre le Hamas et le Fatah.

Comment réagissez-vous au rapport Goldstone ?

C'est un texte très important, qui dépasse largement les suites qui seront données au niveau des Nations unies. Mais nous ne sommes pas d'accord avec les accusations qui concernent le Hamas.

Le rapport accuse le Hamas d'avoir utilisé des civils [palestiniens] comme boucliers humains et d'avoir visé des civils [israéliens]. Or tout le monde sait que lorsque l'armée israélienne a attaqué des hôpitaux ou des écoles, on n'a retrouvé aucun combattant du Hamas parmi les victimes. Quant aux attaques visant Israël, aucun civil [israélien] n'a été tué pendant la guerre.

Le point positif de ce rapport, c'est qu'il donne aux familles de Gaza - comme la famille Samouni, qui a perdu 18 de ses membres - une base pour poursuivre en justice les responsables israéliens devant les justices française, britannique ou suisse.

Comment réagissez-vous à la décision initiale de Mahmoud Abbas de reporter à mars 2010 l'examen du rapport Goldstone à l'ONU ?

Nous sommes fâchés de cette décision. Abou Mazen [le nom de guerre de Mahmoud Abbas, ndlr] s'est rendu coupable de deux crimes. D'abord, il a encouragé l'agression israélienne : ce sont les Israéliens eux-mêmes qui le disent et jamais le Fatah n'a démenti. Ensuite, il a empêché la communauté internationale de prendre connaissance du rapport et de poursuivre les criminels. Comment qualifier cela ? Comment voulez-vous que les gens qui ont perdu leurs proches, leurs maisons, leurs hôpitaux, leurs écoles réagissent ? Le peuple palestinien est en colère, pas seulement le Hamas. Tous les responsables du Fatah reconnaissent que cette décision était une erreur, tous sauf Abou Mazen, qui ne veut pas s'excuser et continue d'insulter le Hamas.

N'a-t il pas fini par changer d'avis ?

Oui, mais nous avons de grands doutes. C'est peut-être un piège. Il compte sur un échec à l'ONU afin de pouvoir dire aux gens : «Vous voyez bien, j'avais raison de ne pas demander que le rapport Goldstone soit présenté.»

Cette controverse est-elle la seule raison de la demande par le Hamas de reporter la signature de l'accord de réconciliation interpalestinien, prévue le 25 octobre au Caire ?

Il n'y a pas de report. Le Hamas a donné son accord pour une signature le 25 octobre, il signera. Mais il faut faire la part des choses. Signer un document d'entente n'est pas difficile. Une vraie réconciliation, elle, nécessite une atmosphère appropriée. Et là, ce n'est pas le moment. Nous considérons que l'autre partie a participé à l'agression contre le peuple palestinien.

Vos relations avec l'Autorité palestinienne peuvent-elles s'améliorer ?

Qu'entendez-vous par l'Autorité palestinienne ?

L'Autorité, c'est la présidence, le Conseil législatif et le gouvernement. Le terme du mandat d'Abou Mazen est passé depuis janvier : il n'est donc plus président d'après notre Loi fondamentale. Le Hamas détient la majorité au Conseil législatif et dirige le gouvernement. Nous sommes donc l'autorité légale.

Quels sont les obstacles à une réconciliation avec le Fatah ?

Essentiellement, l'absence de volonté politique du Fatah. L'année dernière, j'ai fait six rounds de négociations, d'une semaine chacun, avec eux. A la fin, je leur ai dit : «Vous ne voulez pas d'une réconciliation, vous faites traîner, vous vous tirez dans les pattes ; quand vous serez prêts, appelez-nous.» C'était il y a un an. Mais maintenant, pourquoi sont-ils si pressés de signer ? Parce qu'ils pensent que c'est la bouée de sauvetage qui les sortira du pétrin dans lequel ils se sont mis avec le rapport Goldstone.

Le mandat du Conseil législatif arrive à son terme en 2010. Des élections auront-elles lieu ?

Nous ferons de notre mieux, mais j'en doute fort. Abou Mazen dit qu'il veut aller aux élections. Mais la dernière fois [en 2006, ndlr], il a refusé les résultats, tout comme Israël, les Américains, certains pays européens et arabes. Que va-t-il se passer s'il perd à nouveau ? Cette fois-ci, il croit qu'il peut gagner en trichant et avec l'aide d'Israël. Mais si cela se passe ainsi, ce seront les dernières élections de l'histoire palestinienne.

Le blocus israélien se poursuit et pourtant le Hamas ne tire plus de roquettes vers Israël. Pourquoi ?

Nous avons trouvé de nouvelles voies [les tunnels, ndlr] pour alléger nos souffrances et faire entrer des médicaments, de la nourriture, de l'essence. Ce n'est pas l'idéal, mais nous n'avons pas le choix. En outre, notre projet est de libérer la Palestine. Or il n'y a plus un seul Israélien à Gaza. Maintenant, c'est au tour de la Cisjordanie d'être libérée de l'occupation, mais qui nous en empêche ? Abou Mazen !

Qu'attendez-vous de l'administration Obama ?

Si nous avions attendu quoi que ce soit d'une administration américaine, nous aurions participé depuis longtemps au processus de paix. Nous avons aujourd'hui des preuves innombrables qu'on ne peut rien attendre de l'administration Obama. Ce n'est pas un problème de volonté personnelle, c'est le système du pouvoir américain et l'impact des lobbys qui veulent ça.

En juin, le chef du Hamas exilé en Syrie, Khaled Mechaal, se disait prêt à accepter un Etat palestinien dans les frontières de 1967 et une trêve de dix ans avec Israël. Aujourd'hui, il reparle de libérer la Palestine «de la mer [Méditerranée] au fleuve [Jourdain]». Pourquoi ce durcissement ?

Primo, Israël n'a aucun droit sur notre terre : c'est un principe idéologique non négociable. Secundo, si nous parvenons un jour à établir un Etat dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, nous pourrions proposer une trêve. Mais nous ne reconnaitrons pas Israël et nous ne demanderons pas à Israël de nous reconnaître.

Dernièrement, plusieurs mesures ont été prises pour obliger les femmes et les collégiennes à porter le voile ou interdire aux hommes de se baigner torse nu. Pourquoi ?

C'est une question d'uniforme, c'est tout. Vos avocats, vos étudiants, vos députés doivent respecter des règles vestimentaires. Chez nous aussi. Quant aux plages, nous avons nos traditions, c'est tout. Mais nous ne forçons personne.

Le Hamas pourrait-il un jour proclamer un Etat palestinien dans la seule bande de Gaza ?

Pourquoi ferions-nous cela ? Pour justifier les fantasmes des Occidentaux sur «l'émirat de l'obscurantisme» ? Les Palestiniens croient en leur patrie, pourquoi y renonceraient-ils ? En attendant, nous sommes le gouvernement officiel de la Cisjordanie et de Gaza. C'est notre travail de gouverner, de faire régner la sécurité, d'assurer la santé, de rendre la justice.

Des négociations semblent bien engagées sur le sort du soldat Gilad Shalit. Quelles conditions le Hamas pose-t-il à sa libération ?

Des négociations sont en cours par l'intermédiaire des Allemands, je ne peux rien dire de plus. Nous avons un but noble, qui est de libérer les 11 000 prisonniers palestiniens détenus en Israël. Cela justifie tous les moyens licites, y compris négocier indirectement avec Israël, que ce soit via l'Allemagne ou l'Egypte. Mais j'ai de grands doutes sur la volonté d'Israël d'aboutir.

CHRISTOPHE AYAD (Libération)

envoyé spécial à Gaza

<http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7%2by%2beB%2bFv2izlOt4ujzi2iq3zmE8QrtGndD0tNOs9uCHXZaHRUPbYspFKN0H8NI%2bULyH9QJxtUYgVnnMxAjGn%2fXmjj8erxV04SWFL4vgWe9Y%3d>

2-4 L'union nationale comme une nécessité de principe.

(Mechaal lors de son discours devant la communauté palestinienne au Yémen)

Le chef du bureau politique du Hamas, Khaled Mechaal, a insisté lors d'un discours devant la communauté palestinienne, sur trois points cruciaux et très importants dans la question palestinienne, en critiquant la position faible de la direction américaine devant les violations et crimes perpétuels et sans précédent du gouvernement de l'occupation dirigé par le premier ministre Benjamin Netanyahu.

11 Décembre

Mechaal a souligné durant presque une heure trois points qu'il a qualifiés d'essentiels et cruciaux dans la question légitime palestinienne : la résistance, l'union nationale et le soutien arabe, islamique et international.

La résistance nationale et son effet réel sur toute occupation

Le chef du bureau politique du Hamas confirmant que la résistance est le seul moyen face à toute occupation, dans toute l'histoire humaine.

Mechaal a rappelé la résistance pendant certaines périodes, citant la lutte face au pouvoir d'apartheid en l'Afrique du sud, et prenant comme modèle la résistance des héros palestiniens depuis le mandat britannique sur la Palestine, et notamment après son occupation par l'entité sioniste.

Le dirigeant du Hamas a souligné que la résistance a obligé l'occupation sioniste à se replier de la Bande de Gaza et a rappelé sa dernière défaite à tous les niveaux durant l'hiver dernier, en confirmant que le monde entier a démasqué son visage réel, raciste, criminel et terroriste via ses crimes horribles contre les civils de Gaza, dont une majorité d'enfant et de femmes innocents, au moment où elle tente de tromper l'opinion publique et internationale en prétendant vouloir la paix.

"Je vous assure qu'il est totalement honteux que les Palestiniens se soumettent aux exigences et ordres des étrangers, en particulier de leurs ennemis", a constaté Mechaal en faisant allusion aux coopérations de l'Autorité Palestinienne avec les agents des renseignements sionistes, stigmatisant toute collaboration avec le général américain Keith Dayton pour pourchasser les résistants et leurs armes en Cisjordanie, les arrêter ou les assassiner.

L'union nationale comme une nécessité de principe

Mechaal a insisté sur l'union nationale palestinienne, proclamant qu'elle est une exigence immédiate et indispensable pour la question légitime palestinienne face au défis et agendas actuels de l'ennemi occupant et ses alliés.

Il a appelé les dirigeants palestiniens de toutes factions à oeuvrer plus que jamais pour faire échouer les plans de l'occupation et ses alliés, affirmant que le Hamas poursuit tous les efforts nécessaires pour parvenir à la réconciliation palestinienne, sur la base des intérêts suprêmes de la nation et d'après un ordre du jour qui garantisse les droits légaux du peuple palestinien.

"Celui qui négocie avec n'importe quel ennemi occupant doit maîtriser la résistance", a déclaré Mechaal, critiquant d'un ton plus ferme le renoncement de l'Autorité Palestinienne au choix légal de la résistance et son pari honteux sur les négociations inutiles qui vont jeter la question palestinienne dans le labyrinthe des enjeux politiques discriminatoires et très dangereux de l'occupation israélienne.

Le haut dirigeant du Hamas a affirmé que l'occupation ne profite des négociations que pour accentuer ses projets criminels dans les territoires palestiniens occupés, à travers les extensions coloniales, la judaïsation de la ville occupée d'Al Qods, la modification de son aspect historique et islamique, notamment dans sa vieille ville sainte, la démolition des maisons palestiniennes, l'expulsion des habitants autochtones de cette ville sacrée et la politique des faits accomplis sur le terrain.

"La direction américaine actuelle a parfaitement échoué à mettre la pression sur le gouvernement sioniste, dans un examen réel pour l'application de ses promesses et engagements prétendus devant le monde entier ; Obama n'a rien pu faire devant Netanyahu qui lui avait donné des leçons diplomatiques à la Maison Blanche et le premier est apparu incapable d'obliger l'état de l'occupation à respecter le moratoire du gel de construction, même pas pour 8 ou 9 mois", a protesté M. Mechaal contre la faiblesse de la politique officielle américaine face aux violations et crimes de l'occupation sioniste, en indiquant la domination du lobby sioniste américain sur la décision de la Maison Blanche.

Le haut dirigeant du Hamas n'a pas oublié d'adresser un fort message à l'occupation concernant l'opération d'échange des captifs, soulignant le fort attachement du Hamas à ses exigences pour l'accomplissement de la procédure d'échange du tankiste israélien, Gilad Chalit, refusant de donner des détails, fustigeant l'entêtement sioniste et déclarant que cette opération ne se réalisera que par l'acceptation des conditions proposées par la résistance nationale qui détient le soldat, et insistant sur la fidélité du Hamas à sa stratégie juste et légale jusqu'à la libération de tous les captifs palestiniens.

"Nous nous attachons à une procédure nationale et légitime pour la libération de tous les captifs palestiniens des diverses factions de notre peuple", a souligné Mechaal.

Le soutien arabe, islamique et des hommes libres internationaux

Enfin, Mechaal a glorifié toute position noble et humanitaire en faveur des droits légitimes du peuple palestinien et en soutien de sa question légale, saluant l'appui historique arabe, en particulier du Yémen, des musulmans au monde entier, et rappelant des campagnes internationales des hommes libres qui exigent la levée du blocus arbitraire sioniste qui persiste depuis plus de 3 ans consécutifs et leur alerte durant la guerre néonazie sioniste contre Gaza pour poursuivre les dirigeants criminels de l'occupation.

"Les situations politiques sur le terrain ne restent pas les mêmes tout le temps, surtout face à l'ennemi, les Arabes devront bien prouver à l'occupation israélienne qui continue à les insulter, les ignorer et les dépasser qu'ils

possèdent d'autres choix plus efficaces et très propices pour la récupérations de droits confisqués", a proclamé Mechaal, critiquant la politique et stratégie officielles arabes face aux projets criminels et terroristes des dirigeants de l'occupation. http://www.alterinfo.net/Je-vous-assure-qu-il-est-totalement-honteux-que-les-Palestiniens-se-soumettent-aux-exigences_a40267.html

2-5 Interview du Professeur Haidar Eid, partisan de la solution de l'État unique en Palestine ...

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

...et organisateur de la campagne BDS - Boycott, Désinvestissement, Sanctions contre Israël

Haidar Eid est professeur associé de littérature anglaise à l'Université Al-Aqsa, à Gaza, en Palestine occupée. Il est un membre fondateur de l'ODSG (One Democratic State Group – Groupe pour un Etat Démocratique) et il est membre de la Campagne Palestinienne pour le Boycott Universitaire et Culturel d'Israël (Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel – PACBI).

L'un des principaux slogans de la campagne BDS repris par tous ceux qui ont souscrit à l'appel du BDS de 2005 déjà mentionné, appelle en fait à l'arrêt de la politique d'Apartheid pratiquée contre les Palestiniens depuis 1948. D'autant plus que, comme militants de l'Etat Unique, nous croyons fermement qu'on ne peut pas faire de différence entre les luttes du peuple palestinien, que ce soit en 1948 ou en 1967, c'est-à-dire en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza ou même dans la Diaspora et nous pensons que le projet national palestinien actuel ne règle pas toutes ces questions.

Dialogue : Peux-tu revenir sur l'origine de la campagne Boycott Désinvestissement Sanctions ?

Haidar Eid : L'appel du BDS remonte à 2004, quand a été lancée la Campagne Palestinienne pour le Boycott Culturel et Académique d'Israël. En 2005, le BNC, ou Comité National du BDS a été mis sur pied : il comprenait plus de 170 organisations de la société civile qui souscrivaient à l'appel du BDS. Désormais, la quasi-totalité des réseaux de la société civile palestinienne, y compris des organisations politiques nationales et Islamistes, a repris l'appel du BDS. Le BNC agit comme représentant de tous ces mouvements de la société civile qui ont souscrit à l'appel.

L'objectif premier du BDS est tout d'abord de mettre fin à l'occupation militaire de la bande de Gaza et de la Cisjordanie par Israël, de combattre la politique de colonisation et d'Apartheid pratiquée par Israël contre la population autochtone de la Palestine de 1948.

Dialogue : Tout Palestinien qui revendique le droit au retour boycotte de fait l'État d'Israël, fondé sur une politique de purification ethnique et d'épuration, que notre revue dénonce inlassablement depuis sa création (avec d'autres). Cependant, parmi les partisans du boycott (on pense aux institutions, à certains État, églises...), on trouve ceux qui veulent faire pression pour qu'Israël devienne un État démocratique. Une telle perspective est elle envisageable ? Tu es partisan de la solution d'un seul État. Comment peut-on lier la campagne BDS avec cette revendication ?

Haidar Eid : Être partisan d'un Etat Démocratique Unique a pour corollaire, entre autres, de considérer qu'Israël est un état colonialiste et ségrégationniste et que les méthodes ou instruments de la lutte employés contre l'Apartheid en Afrique de Sud peuvent servir de modèle à notre lutte contre l'Apartheid en Israël. Faire d'Israël, État ségrégationniste constitué sur une base ethno-religieuse, une démocratie devrait être l'objectif de quiconque se prononce pour la démocratie libérale en général, et donc nous pensons que la seule solution pour mettre un terme à ce conflit généré par l'instauration d'un État raciste et ségrégationniste passe par des moyens démocratiques de désionisation de l'État d'Israël pour en faire un État pour tous, quels que soient leur race, religion, origine ethnique ou sexe.

Nous pensons que la pression de la communauté internationale exercée à travers une campagne de BDS dans le style de la campagne anti-Apartheid qui a mis un terme au régime d'Apartheid en Afrique du Sud, pourra transformer Israël en État laïque après le retour des 6 millions de réfugiés Palestiniens qui ont fait l'objet du nettoyage ethnique de 1948, un État pour la TOTALITE de ses citoyens.

Dialogue : Le parallèle est souvent fait avec l'Afrique du Sud. Pourtant, dans ce pays, n'est-ce pas la peur d'un soulèvement populaire, d'une disparition violente du régime de l'apartheid qui a poussé les Nations Unies, et en premier chef les États-Unis à demander la réalisation des réformes pour sauver l'essentiel, c'est-à-dire le capitalisme sud-africain ? Nombreux sont les militants en Afrique du Sud qui considèrent que les négociations de Kempton Park ont sauvé le pouvoir économique des Blancs en plaçant des Noirs au pouvoir. Quel est ton point de vue là dessus ?

Haidar Eid : Je suis plutôt d'accord avec cette analyse et je pense que ce que nous avons vu en Afrique du Sud, c'est la fin de l'Apartheid politique mais malheureusement pas celle de l'Apartheid économique. Je pense que c'est aux forces progressistes d'Afrique du Sud de défendre les principes originels de la Charte de la Liberté. Malheureusement, la lutte des masses noires d'Afrique du Sud a vraiment été prise en otage par les huiles noires mais désormais, l'ordre du jour est purement social. Alors que le combat sud-africain a réussi à en finir avec l'Afrique du Sud de l'Apartheid, il a échoué pour ce qui est de garantir les droits socio-économiques de la majorité des masses noires de ce pays. En d'autres termes, oui, l'Afrique du Sud est tombée dans le piège de ce que Frantz Fanon appelle les pièges de la conscience nationale (raciale) en donnant la priorité à la race par rapport à la classe.

Dialogue : Nous posons de telles questions, parce qu'en Occident, les partisans les plus actifs de la solution des deux États (solution que nous considérons comme incompatible avec le droit au retour) reprennent à leur compte la campagne BDS. La prétendue solution des deux États implique de la part d'Israël la constitution de frontières officielles, ce qui est incompatible avec le sionisme, qui est par définition un mouvement prédateur et expansionniste.

Cependant, la question du boycott ne se pose-t-elle pas jusqu'à la satisfaction des droits démocratiques du peuple palestinien - ce qui inclut les Palestiniens de 1948 - elle-même incompatible avec le sionisme ?

Haidar Eid : Absolument. Je suis tout à fait d'accord avec cette analyse et c'est pourquoi l'un des principaux slogans de la campagne BDS repris par tous ceux qui ont souscrit à l'appel du BDS de 2005 déjà mentionné, appelle en fait à l'arrêt de la politique d'Apartheid pratiquée contre les Palestiniens depuis 1948. D'autant plus que, comme militants de l'État Unique, nous croyons fermement qu'on ne peut pas faire de différence entre les luttes du peuple palestinien, que ce soit en 1948 ou en 1967, c'est-à-dire en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza ou même dans la Diaspora et nous pensons que le projet national palestinien actuel ne règle pas toutes ces questions. C'est pourquoi nous pensons que notre solution est la seule solution démocratique qui garantisse le droit au retour et l'égalité aux habitants de 1948, qu'ils soient Juifs, Musulmans ou Chrétiens. Le problème de l'idéologie d'Oslo, c'est qu'elle fait remonter la question palestinienne à la guerre de 1967, ce qui en fait revient à dire instituer un État Palestinien à l'intérieur des frontières de 1967, un État pour les Palestiniens musulmans et chrétiens. Nous pensons que c'est une solution raciste par excellence et par conséquent, nous pensons que l'un des principaux instruments de la lutte pour un État laïque démocratique est le BDS. Le BDS, cependant, n'est qu'une forme de résistance civile parmi d'autres, l'un des quatre piliers de la lutte que le mouvement anti-apartheid d'Afrique du Sud défendait et définissait avec éloquence dans ses publications.

<http://www.bdsmovement.net/?q=node/52>

Transmis par CPCP

vidéo de la manif de samedi 12 décembre

<http://ajcrev.over-blog.com>

2-6 Barghouti refuse l'exil.

Le leader Tanzim (branche du Fatah), Marouane Barghouti, a rejeté la proposition d'expulsion vers un pays arabe en cas de libération, ont déclaré sa femme et ses proches mercredi.

"Marouane n'ira nulle part, il veut rentrer chez lui, chez les siens, en Palestine", a insisté sa femme, Fadwa Barghouti.

Issa Qaraqi, ministre de l'Autorité palestinienne pour les Affaires des Prisonniers, a lui aussi témoigné de l'opposition de Barghouti à l'idée de vivre en exil.

Le quotidien londonien, *Al-Hayat*, a rapporté mercredi, de sources palestiniennes, qu'Israël s'était dit prêt à inclure Barghouti dans un échange de prisonniers. La seule condition : qu'il soit banni.

Un haut responsable du Fatah à Ramallah a confié au *Jerusalem Post* que l'Autorité palestinienne (AP) faisait pression sur Israël avant la signature d'un accord avec le Hamas. "Si le Hamas parvenait à le faire libérer, cela aurait un impact très négatif sur l'AP et le Fatah. Nous espérons que le gouvernement israélien ne fera pas une telle erreur : elle renforcerait le Hamas", a-t-il expliqué.

Mardi, le ministre des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, a démenti cette déclaration : "Il n'y a aucun plan de libération pour Marouane Barghouti. Il est le roi des meurtriers et ne sera pas remis en liberté."

Fathi Sabah, analyste politique proche du Hamas, a dit croire en un accord très prochain.

D'après lui, le Hamas continue d'insister pour la libération de 20 Arabes israéliens internés, 44 prisonniers de Jérusalem-Est et un du Golan, tous arrêtés avant la signature des accords d'Oslo, en 1993. Il a ajouté que, pour l'instant, Israël avait accepté de relâcher 300 prisonniers sur les 450 réclamés, et continuait de réclamer l'expulsion de 120 détenus de pays arabes. *"Actuellement, le Hamas tente de réduire le nombre de prisonniers à exiler"*, a-t-il ajouté.

Il s'est ensuite affairé à commenter l'empressement israélien dans la conclusion de cet accord, quitte à payer un prix très élevé pour l'un de ses soldats : "Cela reflète l'échec total et humiliant du pays."

[Jerusalem Post](http://www.jerusalempost.com)

3 décembre

<http://www.alterinfo.net/notes/?start=10>

2-7 Les Arabes sont chassés méthodiquement de Jérusalem.

Le nombre de Palestiniens privés de leur statut de résidents à Jérusalem a atteint l'an dernier le chiffre record de 4.577, annonce une ONG israélienne, sur la foi de statistiques obtenues du ministère de l'Intérieur grâce à la législation sur la liberté d'information.

Le phénomène a "atteint des proportions effrayantes", a souligné Dalia Kerstein, directrice exécutive du Centre HaMoked pour la défense de l'individu, précisant que le chiffre pour 2008 représentait plus de la moitié du total des permis de résidence révoqués depuis plus de 40 ans.

La politique suivie par Israël depuis la conquête et l'annexion de la partie orientale de Jérusalem, lors du conflit israélo-arabe de 1967, est dénoncée avec constance par les Etats-Unis, l'Union européenne et les Nations unies.

Cette politique consiste notamment à démolir les habitations bâties sans permis de construire israéliens, à évincer les Palestiniens des logements dont il ne peuvent pas prouver qu'ils sont propriétaires et à développer les logements pour les Juifs à Jérusalem-Est.

Pour les Palestiniens, l'objectif est de chasser le maximum de résidents arabes de la ville et de réduire leur présence à sa périphérie afin de ruiner leur espoir de voir Jérusalem-Est devenir la capitale d'une future Palestine indépendante.

"La campagne 2008 du ministère de l'Intérieur s'inscrit dans le cadre plus général d'une politique dont le but est de limiter la population palestinienne et de maintenir une majorité juive à Jérusalem, alors que son avenir est censé être déterminée par des négociations", a estimé Kerstein.

"Ces Palestiniens sont originaires de cette ville, ce ne sont pas des résidents qui s'y sont récemment installés", a-t-elle fait valoir. A l'heure actuelle, 250.000 Arabes vivent encore à Jérusalem-Est et dans sa banlieue, contre 200.000 Juifs.

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a exclu explicitement que la ville, proclamée "capitale réunifiée d'Israël pour l'éternité", soit une nouvelle fois divisée, voire seulement partagée, dans le cadre d'un futur accord de paix. Aux yeux de l'Onu comme des puissances occidentales, le futur statut de la ville fait partie intégrante des questions centrales qui doivent être réglées dans le cadre du processus de paix, actuellement en panne et peu susceptible de reprendre dans un avenir immédiat.

Selon un document interne à l'Union européenne cité mercredi par le quotidien Haaretz, l'Etat d'Israël pousse les activistes nationalistes juifs à mettre en oeuvre son "objectif stratégique" de basculement démographique à Jérusalem et dénie aux Palestiniens les permis de construire qu'ils sollicitent.

Dans le même temps, selon ce même document européen, la municipalité de Jérusalem ne consacre que 10% de son budget à ses 35% d'administrés arabes, qui ne bénéficient pas des mêmes prestations que les habitants juifs, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation.

Le consulat de Suède, pays qui assure actuellement la présidence tournante de l'UE, a confirmé l'existence du document mentionné par Haaretz, mais a refusé d'en fournir une copie à Reuters. Un responsable palestinien qui l'a en sa possession s'est également refusé à le divulguer.

Selon les statistiques obtenues du ministère israélien de l'Intérieur par HaMoked, et qui portent sur la période courant de 1967 à 2008 - à l'exception de l'année 2002 -, un total de 8.269 Palestiniens se sont vu retirer leur statut de résidents à Jérusalem. Aucun chiffre n'est disponible pour l'année en cours.

2 décembre

<http://www.aloufok.net/spip.php?article1122>

2-8 Véronique Bontemps : J'ai été expulsée d'Israël parce que mariée à un Palestinien.

Dimanche 22 novembre 2009 à 5h00 du matin, j'ai été expulsée du territoire israélien.

Anthropologue, Française, je devais intervenir à une conférence à Jérusalem à l'invitation du Consulat général de France.

Le problème pour les Israéliens, c'est que je suis mariée avec un Palestinien.

Je viens d'achever une thèse sur le patrimoine et l'identité locale à Naplouse, en Cisjordanie. Depuis 2004, j'y ai effectué des séjours de plusieurs mois, puis je revenais en France où je donne des cours à l'université.

Comme il est impossible de se rendre dans les Territoires occupés sans passer par Israël, qui en contrôle toutes les frontières, aériennes (l'aéroport Ben Gourion) ou terrestres (le pont Allenby), c'est auprès de l'Etat israélien qu'il me fallait solliciter un visa de tourisme de trois mois pour aller à Naplouse poursuivre mes recherches et rejoindre mon mari.

Depuis 2006, à chacun de mes passages, j'indiquais que je suis mariée avec un Palestinien, fournissant à la demande de la police son numéro de carte d'identité. J'ai souvent attendu des heures ; mais j'ai toujours obtenu un visa.

« Pourquoi est-ce que vous entrez et sortez tout le temps ? »

Samedi 21 novembre 2009, j'arrive par l'aéroport Ben Gourion de Tel Aviv vers 15 heures. En réponse à la question : « Quel est le motif de votre séjour en Israël ? », je présente ma lettre de mission. Quelques minutes plus tard, une policière arrive.

Elle prend mon passeport et m'intime de me rendre au centre de police, où je m'assieds face à une autre policière. Celle-ci tient à la main un feuillet qui comporte les dates de mes entrées et sorties du territoire israélien depuis 2005. « Pourquoi est-ce que vous entrez et sortez tout le temps ? », me demande-t-elle sèchement.

J'explique que je poursuis des recherches universitaires sur la région de Naplouse et que, par ailleurs, je suis mariée avec un Palestinien qui y habite. J'ajoute que ma visite a cette fois-ci des raisons professionnelles, même si je vais bien sûr voir mon mari.

Je tends une nouvelle fois ma lettre de mission. Oui, j'ai le numéro de téléphone de l'attaché culturel, oui, j'ai le numéro de carte d'identité de mon mari, oui, je reprends l'avion cinq jours plus tard, voilà le billet.

Ils me traitent comme ils traitent les Palestiniens

La policière m'annonce qu'on va vérifier mes dires. 20 minutes plus tard, elle revient me voir :

« Comme vous êtes mariée avec un Palestinien, pour la sécurité d'Israël, nous ne pouvons vous laisser entrer.

Vous devez faire demi-tour et revenir par le pont Allenby [la frontière terrestre avec la Jordanie]. Nous allons vous renvoyer en France. Vous prendrez l'avion à 5 h du matin. »

Je reste sans voix. Je suis venue en mission pour le Consulat français. Tous mes collègues sont entrés. Sauf moi, parce que je suis mariée avec un Palestinien. Les Palestiniens n'ont pas le droit de passer par l'aéroport ni d'entrer en Israël. On me traite donc comme un Palestinien. C'est-à-dire comme un citoyen de deuxième catégorie.

La fin de la journée et la nuit en ont été une triste confirmation. On m'autorise à téléphoner à la personne qui m'attend. Je lui explique que je suis expulsée. Je ne peux téléphoner ni à mon ambassade, ni à mon mari. Mes bagages sont repassés aux rayons X, je suis fouillée au corps.

Autour de moi, dans la zone d'attente, des passagers d'origine arabe, turque, africaine. Des policières viennent les voir, leur passeport à la main. Parfois elles leur rendent, parfois elles partent avec eux. Je pense à mon mari que je ne peux pas prévenir, j'essaie de ne pas pleurer.

Une Colombienne en rétention depuis 22 jours

Vers 18h00, on me fait monter dans une fourgonnette de police grillagée. Nous descendons devant un petit centre de rétention, entouré de barbelés. On me fait déposer mes affaires, je ne peux garder que mon argent. Pas de téléphone, pas de livre. On me donne un sandwich et une petite bouteille d'eau, et on m'emmène dans ma cellule.

Deux femmes (une Ukrainienne, une Colombienne) s'y trouvent déjà, installées sur deux lits superposés en métal. La Colombienne, qui tente de rejoindre son ami israélien, est là depuis 22 jours. Son ami a engagé un avocat pour la faire entrer sur le territoire israélien. Elle ignore pourquoi on lui interdit l'accès.

Plus tard, une dame d'un peu plus de 50 ans est introduite dans la cellule. Réfugiée en Angleterre d'un pays d'Afrique, elle est venue avec un groupe de pèlerins. Elle ne possède pas de passeport britannique, mais seulement un document de voyage. Elle ne comprend pas ce qui lui arrive, de se retrouver là, dans cette cellule.

« God bless them », marmonne-t-elle.

Dans la cellule, nous ne pouvons pas éteindre la lumière. Quand le gardien passe, je lui demande une deuxième couverture, j'ai froid. Il me dit : « Je vais demander. » Mais il ne revient pas. Impossible de songer à dormir. Je finis par appeler en frappant de la main contre la porte, pour quémander un livre. Au bout d'une demi-heure de négociations, on me laisse en prendre un. Je me sens mieux, je me blottis sous mon unique couverture.

« Rendez-vous dans dix ans »

Vers 23h30, un coup de téléphone : c'est l'ambassade de France. Une dame me dit qu'elle va voir ce qu'elle peut faire. Je lui répète ce que l'on m'a dit : je vais prendre un avion à 5h00 du matin. Ensuite, plus de nouvelles.

Je lis, somnole un peu -j'ai vraiment froid. A 4h00 du matin, on vient me chercher pour m'amener directement sur le tarmac. On me donne ma carte d'embarquement, mon passeport est confié au personnel de bord. Lorsque je monte dans l'avion, le policier israélien me dit, un sourire en coin : « Rendez-vous dans dix ans. »

J'ai un passeport français valide, une lettre de mission du Consulat. Ce qui ne va pas, c'est que je suis mariée avec un Palestinien. Je dois donc faire demi-tour, et revenir par le pont Allenby, paraît-il.

Sauf que là-bas, c'est aussi à la police israélienne que je montrerai mon passeport.

Libre à elle alors, si elle le souhaite, de me refouler à nouveau.

Et personne ne lui dira rien.

Véronique Bontemps | Chercheuse |

01/12

A lire aussi sur Rue89 et sur Eco89 : « Profil atypique », El Al me refoule à l'embarquement

<http://www.rue89.com/2009/12/01/francaise-jai-ete-expulsee-disrael-parce-que-mariee-a-un-palestinien-127661>

2-9 Leila Mazboudi : Le convoi "vive la Palestine" attend toujours le feu vert égyptien...

Le convoi humanitaire "Vive la Palestine III" qui se trouve depuis jeudi dans la ville d'Aqaba en Jordanie attend toujours le feu vert égyptien pour pouvoir poursuivre son chemin vers la Bande de Gaza.

Son voyage, le troisième en solidarité avec le peuple palestinien a été retardé en raison de l'aterrage égyptien, sachant que ses 400 passagers activistes venus des quatre coins du monde voulaient être arrivés dans la bande dimanche prochain, jour qui coïncide avec la célébration annuelle du déclenchement de l'offensive meurtrière israélienne Plomb Durci.

S'exprimant au micro de la chaîne satellitaire qatarie, AlJazira, Mohammed Sawalha, vice-président du Comité internationale a révélé que des représentants du convoi s'étaient réunis jeudi soir avec le Consul égyptien. Il leur a signifié que les normes du gouvernement égyptien est limitée à recevoir les convois vers à la bande de Gaza dans le port égyptien d'El-Arish. Ce qu'ils ont admis, demandant une autorisation pour s'y diriger en passant par le port de Nuweïba, sur la mer rouge. Et ce malgré la longue distance qui sépare les deux ports jordaniens et égyptiens. À noter que le bateau ne peut passer par le canal de Suez qui interdit l'accès aux bateaux transportant des passagers.

Selon la chaîne qatarie, citant certains dirigeants du convoi, le consul égyptien les a accusés de vouloir faire chanter l'Égypte; ce qu'ils ont nié.

Des responsables égyptiens ont quant à eux précisé que les normes égyptiennes stipulent que la cargaison soit déchargée au port AlArish et non ailleurs.

Pour sa part, le député britannique George Galloway qui est derrière l'initiative du bateau a déclaré que le convoi est déterminé à parvenir à Gaza, "quel que soit le coût". Il a assuré que les responsables du convoi ont plusieurs alternatives à leur disposition, quelque soit l'endroit où ils sont contraint d'arrêter.

À noter que le convoi qui en est désormais composé de 210 véhicules transportant essentiellement des médicaments et du matériel pharmaceutique. Au départ, le 6 décembre à Londres, il comportait seulement une centaine de véhicules.

En cours de route, 50 nouveaux véhicules s'y sont joints. Plus tard, une soixantaine d'autres se sont ajoutés en Turquie qui a réservé un accueil officiel et populaire enthousiaste aux participants.

Selon l'Agence Maghreb Arabe Presse, le bateau a aussi été accueilli en grandes pompes au poste Jaber, à la frontière entre la Syrie et la Jordanie, où les organisations syndicales et partisans, assurées par les autorités de faciliter le passage du convoi par le territoire jordanien les ont fêtés comme des héros à chaque étape de leur périple.

Une délégation des associations professionnelles et des formations politiques jordaniennes, qui ont collecté des chargements supplémentaires d'aide humanitaire, va se joindre au convoi.

Le président du conseil des corporations professionnelles, Abdullah Obeidat, avait déclaré à la presse que le convoi "n'entrera à Gaza que par le poste-frontière de Rafah et n'empruntera en aucun cas le point de passage Erez, qui est sous contrôle de des forces d'occupation israéliennes".

Leila Mazboudi

25/12/2009

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=116962&language=fr>

<http://www.toutsaufsarkozy.com/cc/article04/EkyEZYkEullbKCKFMg.shtml>

2-10 Mahmoud Abbas et les réfugiés palestiniens au Liban.

Comme d'habitude au menu des préoccupations du président palestinien, il sera question de la situation des réfugiés palestiniens au Liban. Ils sont entre 3 000 et 5 000 personnes qui vivent sans statut officiel ni pièces d'identité.

Il s'agit comme à chaque fois de réaffirmer bien sûr, le droit au retour des réfugiés palestiniens sur leur terre d'origine. Mais, ce retour régulièrement débattu, n'est jamais sérieusement envisagé. Et, le précaire dure maintenant depuis trois générations.

Et pour des raisons politiques, les autorités libanaises, comme les autorités palestiniennes se refusent toujours à lancer un processus d'intégration de ces réfugiés. Ils vivent dans une douzaine de camps répartis du nord au sud du pays.

Des camps que l'on qualifie régulièrement de poudrières, car les factions palestiniennes règlent leurs comptes en bataille rangée, et parfois à l'arme lourde et l'armée libanaise n'a pas le droit d'intervenir, en vertu d'un accord libano-palestinien.

Voilà donc ce dont il faut régulièrement rediscuter entre les autorités libanaises et les dirigeants palestiniens, avec les questions sécuritaires et les menaces islamistes comme préoccupation numéro un depuis le conflit du camp de Nahr el Bared en 2007.

Et Mahmoud Abbas vient aussi pour remettre de l'ordre au sein des instances dirigeantes palestiniennes au Liban.

Avec notre correspondant à Beyrouth, Diane Galliot

06 décembre

<http://www.rfi.fr/contenu/20091206-mahmoud-abbas-parlera-encore-refugiés-palestiniens-liban>

2-11 "Je vis d'aumône et, quand je peux, je me faufile hors du camp pour gagner 10 dollars. Je ne désire qu'une chose: de la pitié pour mes enfants".

"Je vis d'aumône et, quand je peux, je me faufile hors du camp pour gagner 10 dollars. Je ne désire qu'une chose: de la pitié pour mes enfants". Comme des milliers d'autres Palestiniens dépourvus du statut de "réfugié", Saïd n'a aucune existence légale au Liban.

Sans statut officiel ni pièces d'identité, ils savent que s'aventurer hors du camp de réfugiés est dangereux. Ceux qui se font prendre risquent la prison. Ils n'ont en outre pas le droit de travailler et aucun accès aux services de santé ou à l'éducation.

Je vis d'aumône et, quand je peux, je me faufile hors du camp pour gagner 10 dollars. Je ne désire qu'une chose: de la pitié pour mes enfants". Comme des milliers d'autres Palestiniens dépourvus du statut de "réfugié", Saïd n'a aucune existence légale au Liban.

La situation de ces sans-papiers, dont héritent leurs enfants et petits-enfants, doit être à l'ordre du jour de la visite lundi du président palestinien Mahmoud Abbas au Liban.

Entre 3.000 et 5.000 d'entre eux vivent dans ce pays, selon des estimations.

Sans statut officiel ni pièces d'identité, ils savent que s'aventurer hors du camp de réfugiés est dangereux. Ceux qui se font prendre risquent la prison. Ils n'ont en outre pas le droit de travailler et aucun accès aux services de santé ou à l'éducation.

"Ces gens sont tout ce qu'il y a de plus vivants mais ils ne sont pas reconnus comme tels", estime Souheil El-Natour, un analyste palestinien basé à Beyrouth.

Le Liban reconnaît seulement comme "réfugiés" les Palestiniens, et leurs descendants, arrivés sur son territoire à la suite de la création de l'Etat d'Israël en 1948.

Bien que l'ONU chiffre à 400.000 le nombre de réfugiés palestiniens dans ce pays, certains avancent un chiffre plus proche de 250.000 à 270.000, l'ONU n'ayant pas effacé de ses listes ceux partis à l'étranger. La majorité des sans-papiers sont, eux, arrivés au Liban dans les années 1970, après les événements de "Septembre Noir", lorsque la Jordanie a expulsé l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et ses milliers de combattants.

Mireille Chiha, du Conseil danois des réfugiés basé à Beyrouth, dénonce des conditions de vie "très difficiles". "Ils n'ont pas de liberté de mouvement, ne peuvent acheter de voiture ou de moto et ne bénéficient pas des services de l'Agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens", ajoute-t-elle. "Même à l'intérieur des camps, on les considère comme des étrangers".

Leur sort a commencé à être examiné à la fin de la guerre civile (1975-90) et lorsque nombre d'entre eux ont commencé à avoir des enfants et petits-enfants.

Ali Mahmoud Ahmed Abou Ali est arrivé à Beyrouth en 1973. Comme lui, ses enfants n'ont aucune existence légale.

"J'arrive à la fin de ma vie et je m'inquiète pour mes enfants", raconte cet homme de 62 ans qui vit dans le camp de Bourj el-Chemali, situé à Tyr (sud).

Jamileh Mohammed Salloum, une Libanaise de 40 ans, s'est mariée à un sans-papiers sans réaliser ce qu'elle allait endurer, elle et ses trois enfants. Une Libanaise n'est en effet pas autorisée à transmettre sa nationalité à ses enfants.

"Même dans mes pires cauchemars, je n'aurais jamais imaginé que mes enfants n'auraient aucun droit", confie-t-elle.

Des ONG et des experts soulignent le besoin urgent de se pencher sur le dossier, mettant notamment en garde contre les risques de récupération des groupes extrémistes.

"Il existe un aspect politique et sécuritaire dans tout ça", estime Jaber Abou Hawach, de l'Organisation palestinienne des droits de l'Homme, basée à Beyrouth. "La pression à laquelle ils sont soumis pour survivre peut les pousser à se tourner vers le terrorisme".

Malgré ces avertissements, les gouvernements successifs ont fait la sourde oreille.

Les autorités ont bien commencé en 2008 à remettre des papiers à ces Palestiniens, mais le processus a été interrompu en raison de fraudes.

06 décembre

<http://www.france24.com/fr/20091206-liban-papiers-palestiniens-r-fugi-s-fant>

2-12 Comment des colons écrasent un Palestinien avec leur voiture.

Évidemment, ce Palestinien a commis le crime d'oser de se révolter contre l'injustice et l'humiliation qu'il subit en attaquant des colons, ou du moins c'est ce qu'on nous dit.

Une amie solidaire de la cause palestinienne qui s'était déjà rendue en Palestine de côté de cette colonie nous décrit la situation des Palestiniens qui vivent là bas. Je vous laisse lire son témoignage avec l'image qu'elle a fournie.

« A Hébron, les quartiers Tel Rumeida et Kyriat Arba sont les plus terribles. Les colons sont des fous enragés. Ci-joint une photo qui vous explique la situation. Une rangée de maisons palestiniennes, avec des terres devant. Les terres qu'ils avaient derrière les maisons, on les leur a volé pour construire ce mur qui entoure l'énorme colonie Kyriat Arba, dont vous voyez quelques immeubles en haut de la photo.

La colonie, et les colons, surplombent tout le quartier palestinien, et ils font régulièrement, en bandes armées, des "descentes" sur les maisons, ils y mettent le feu, sautent sur les toits, attaquent les Palestiniens chez eux, jour et nuit. Je n'ai jamais rien vécu d'aussi terrorisant.

Sur la photo que vous voyez, prise début décembre 2008, c'est là où j'étais, avec la famille Abu Seifan, dans la maison de gauche. Cette scène, je l'ai vécu 4 jours et 4 nuits d'affilée, et ça m'a foutue par terre. Deux jours après mon départ, M. Abu Seifan prenait une balle dans l'estomac tirée par un de ces psychopathes.

Tout ça pour vous dire que si j'avais eu une arme, un couteau ou un fusil, eh bien oui, j'aurais fait comme le Palestinien, et j'aurais poignardé les deux premiers colons que j'aurais pu choper.

Le Palestinien en question, l'article ne dit pas son nom, mais il vit certainement, avec sa famille, dans cette rangée de maison, soumis depuis des années à la violence quotidienne. Le plus dur, en plus de la violence continue, c'est le sentiment d'impuissance, de désespoir devant l'injustice.

La question qu'on se pose, là-bas, c'est : "mais comment font-ils pour être aussi patients ? comment se fait-il qu'il n'y ait pas plus de meurtres de colons ?". »

http://www.alterinfo.net/Comment-des-colons-juifs-eccrasent-un-Palestinien-blesse-avec-leur-voiture_a39970.html

Pour lire les Commentaires :

http://www.alterinfo.net/L-art-d-eccraser-un-Palestinien-par-une-Mercedes_a39952.html

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19